

Quand le territoire devient clandestin : les trajectoires des « passeuses » mosellanes redéfinissent les frontières de la Moselle annexée (1940-1944)

Introduction

Dans les semaines suivant l'entrée de l'armée allemande en France, le 10 mai 1940, les départements d'Alsace et de Moselle sont annexés au Troisième Reich, annexion qui ne fait pas partie des clauses de l'armistice signé le 22 juin 1940 et entré en vigueur le 25 juin. Cette annexion est ainsi désignée comme étant « de fait », car ne reposant sur aucune disposition légale. La Moselle est soumise à la législation nationale-socialiste. Cette Annexion de fait suscite des réactions de la part des populations et motive la création de premiers groupes de résistance, à l'image de l'Espoir François, créé dès la fin du mois de juin 1940. Certaines femmes font le choix de s'opposer à cette situation. Si elles ont été jusqu'ici peu étudiées par l'historiographie, ces réactions féminines sont précoces et accompagnent le développement de filières de passage, forme dominante de résistance en Moselle annexée¹.



Figure 1 : Situation de la France entre 1940 et 1942

© Marie Fridrick, 2025

¹ Cédric Neveu, La Résistance en Moselle annexée. Le groupe « Mario », Strasbourg, Éditions du Quotidien, 2015, p. 10.

Nous nous intéressons ici aux « passeuses », féminin du terme passeur. Nous désignons par « passeuses » les femmes qui ont fait passer une frontière à des personnes demandeuses, qui peuvent être des prisonniers de guerre aussi bien que des réfractaires à l'incorporation de force. Ces filières, qui mobilisent des intermédiaires nombreux et dans lesquelles les femmes s'investissent en prenant en charge des fonctions logistiques (hébergement, ravitaillement, équipement), restent un angle-mort de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Moselle. Les filières sont connues grâce aux récits qu'ont pu en faire les témoins, permettant d'identifier une partie de leurs membres². L'ouvrage de Francis Petitdemange et Jean-François Genet, construit autour de témoignages, permet de recontextualiser les actions de ces filières³. Les études récentes sur la résistance féminine, en particulier les travaux de Catherine Lacour-Astol, ont montré que la répartition des rôles en résistance reste souvent associée à des stéréotypes de genre : les femmes prennent plus régulièrement en charge des fonctions d'appui, les hommes se concentrant sur les actions plus directes et concrètes⁴. Les filières de passage gommement en partie cette « division sexuée », certaines femmes accompagnant les fugitifs jusqu'à la frontière, et parfois au-delà.

Certaines filières ont la particularité d'avoir été parfois montées et dirigées par des femmes. Si certaines d'entre elles sont très structurées, d'autres ont une forme plus informelle, résultant d'actions spontanées de la part de femmes qui agissent avec les moyens à leur disposition. L'activité de « passeuse » relève de la résistance humanitaire, dans laquelle la variable du genre a son importance. Ces femmes développent des trajectoires nouvelles, qui cherchent à dépasser la frontière officielle telle qu'établie par les Allemands après l'annexion. La frontière est vue comme une limite qu'il faut franchir. Ce franchissement est rendu possible par le développement de liens et de réseaux avec des villes situées en France dite de « l'intérieur », c'est-à-dire la France non-annexée. La frontière est traversée par des itinéraires formant une succession de nœuds reliés entre eux par des pratiques et des itinéraires suivis par les membres des filières, qui reviennent toujours à leur point de départ. Ainsi, dans quelle mesure les trajectoires des « passeuses » mosellanes ont-elles contribué à l'émergence d'un territoire réticulaire de la clandestinité ?

I. Retrouver les passeuses : chercher des trajectoires invisibles

La reconstitution de trajectoires et l'identification de filières de passage supposent le recours à la cartographie et aux apports de la géographie. En tant qu'objet géographique, la frontière désigne une « ligne ou un espace séparant des territoires terrestres sur lesquels deux États exercent la plénitude de leur puissance, c'est-à-dire la souveraineté territoriale »⁵. Cette définition donnée par Lucius Caflisch, professeur de droit international, identifie la fonction première de la frontière, qui est d'être un marqueur d'identités politiques et culturelles distinctes et donc un marqueur de discontinuité voire de rupture⁶. Le territoire n'existe que par ses

² Voir notamment : Joseph Dillenschneider, *Les Passeurs lorrains : souvenirs de guerre de passeurs et de résistants au pays de Sarrebourg et de Dabo, 1940-1945*, Sarreguemines, Éditions Pierron, 1979 ; Jean Denis, *La Nasse : les aventures d'un Lorrain, passeurs et agent secret pendant la Seconde Guerre mondiale*, préface de Jean Lorrain, Metz, Éditions Serpenoise, 1992.

³ Francis Petitdemange, Jean-François Genet, *Les Passeurs. Des Lorrains anonymes dans la Résistance*, Nancy, Éditions de l'Est, 2003.

⁴ Catherine Lacour-Astol, *Le Genre de la Résistance. La Résistance féminine dans le Nord de la France*, Paris, Les Presses de Sciences Po., 2015, p. 21-22.

⁵ Michel Foucher, *Les Frontières*, Paris, La Documentation photographique, 2020, p. 3

⁶ Lucius Caflisch, « Essai d'une typologie des frontières », *Relations internationales*, n°63, automne 1990, p. 265-293, p. 265 ; Michel Foucher, *ibid.*, p. 3.

frontières et par l'appropriation qui en est faite en termes d'aménagement et d'utilisation de l'espace et de la culture partagée.

Cette limite entre deux États est source de conflits. Depuis la fin du XIX^e siècle, la Moselle et les annexions dont elle est l'objet font de la frontière un objet historique⁷. Après la première annexion consécutive à la signature du traité de Francfort le 10 mai 1871, les frontières de la France sont réduites, le pays étant amputé, par traité, de trois départements. La Moselle connaît une première période de germanisation et vit à l'heure allemande. Après la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919, les trois départements reviennent officiellement à la France qui retrouve son tracé frontalier d'avant 1871. Commence alors une période de réadaptation pour la Moselle où le français redevient la langue d'usage. L'annexion de 1940 n'a rien de légal. L'armistice du 22 juin 1940 ne prévoit aucune clause concernant l'Alsace et la Moselle qui sont pourtant annexées de fait et intégrées au Troisième Reich. Les populations mosellanes changent une nouvelle fois de nationalité et la législation allemande s'impose dans le département. Cette situation géopolitique, militaire, marque les histoires familiales et les imaginaires, pouvant faire naître une forte germanophobie et les prémisses de la volonté de s'opposer⁸.

L'histoire contemporaine fait ainsi de la Moselle un territoire d'entre-deux, tantôt français, tantôt allemand. Le département situé à la frontière orientale du territoire français et à la frontière occidentale du Troisième Reich, devient ainsi une sorte de territoire tampon, où les populations sont en constante adaptation et ajustement de trajectoires que l'on peut désigner comme « une courbe décrite par le centre de gravité d'un mobile »⁹. Si l'entre-deux-guerres marque le retour à une forme d'équilibre, cette définition physique suppose d'envisager les conséquences d'une perturbation du centre de gravité : que se passe-t-il quand l'équilibre est rompu ? L'été 1940 incarne ce point de rupture. L'Annexion de fait provoque de vives réactions de la population mosellane restée dans le département.

Des fonds d'archives permettent d'identifier les « passeuses » mosellanes. Deux fonds conservés aux archives départementales de la Moselle sont particulièrement intéressants : les archives de la répression allemande, en particulier celles du *Sondergericht für Lothringen* (Tribunal spécial de la Moselle, 335W) et le fonds Marcel Neigert (69J). Le fonds Marcel Neigert permet d'identifier les passeurs mosellans, et d'estimer l'effectif féminin¹⁰. La cote 69J14 contient un dossier, le troisième, rassemblant les fiches nominatives relatives à l'« aide à l'évasion des prisonniers de guerre français et alliés » et la cote 69J15 contient un dossier relatif à l'« aide aux déserteurs et réfractaires ». À ces éléments issus du fonds Marcel Neigert s'ajoute l'étude des archives allemandes de la répression, notamment les dossiers individuels des détenus politiques. Les dossiers des détenues politiques de la prison Maurice Barrès de Metz sont conservés et consultables aux archives départementales de la Moselle aux cotes

⁷ Hervé Doucet et Marie Pottecher, « Architecture et patrimoine des frontières. Entre identités nationales et héritage partagé », *In Situ* [En ligne], n°38, 2019, mis en ligne le 15 février 2019, consulté le 25 juillet 2025. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/20418> ; voir également Michel Foucher, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1988.

⁸ Dominique Veillon et Christine Levisse-Touzé, « Des femmes engagées dans la Résistance » dans Patrick Harismendy, Luc Capdevila (dir.), *L'engagement et l'émancipation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 107-117, p.108.

⁹ Josette Rey-Debove, Alain Rey, « Trajectoire », *Le Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2014, p. 2 597.

¹⁰ Marcel Neigert, est nommé en 1956 correspondant départemental du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Sa mission est d'entreprendre une statistique de la déportation en Moselle. Ces recherches lui permettent de soutenir sa thèse de 3^e cycle intitulée « *Internements et déportation en Moselle, 1940-1945* », sous la direction de Raymond Poidevin en 1977.

1386W37-63¹¹. Les archives du Tribunal spécial pour la Moselle permettent d'accéder aux dépositions et aux actes de jugement de ces femmes. L'étude de ces fonds et la lecture des fiches nominatives permettent d'isoler 228 femmes déclarant être venues en aide aux prisonniers de guerres, évadés, déserteurs et réfractaires. Sur un corpus total de 1410 noms, elles représentent 16, 17% de l'effectif¹².

La difficile homologation des passeurs est en grande partie responsable de l'oubli de cette forme de résistance pourtant majoritaire en Moselle et de la complexité d'identifier l'ensemble des acteurs impliqués dans les filières. Ces difficultés naissent de représentations partagées et transmises de ce que serait la « vraie » résistance. Dans son étude de la ligne de démarcation, Éric Alary désigne les passeurs comme des « roturiers de la résistance », par opposition à d'autres résistants, « cadres supérieurs », dont les actions ont été plus glorieuses, plus visibles et mieux reconnues¹³. Cette distinction manifeste bien la hiérarchisation des activités résistantes. Éric Alary explique que l'activité de passage est perçue comme un « acte civique » ne pouvant pas être assimilée à un « acte de résistance » selon certains observateurs¹⁴. Dans une tentative de dresser un portrait-robot du passeur, l'historien insiste sur plusieurs points : la jeunesse, le genre (le passeur est en général un homme), les aptitudes physiques, le « goût pour l'aventure »¹⁵. Ces éléments constituent expliquent la faible reconnaissance des filières après-guerre. Constituées de jeunes gens, dont l'organisation se limite parfois au cadre familial et amical, motivés par un besoin d'aventure et une envie de rompre avec un quotidien monotone, le passeur s'éloigne du cadre définitionnel donné à la Résistance. Les premières homologations et décorations sont portées par les militaires, pour les militaires. L'historiographie actuelle fonde la définition de la Résistance sur trois critères : la volonté de lutter contre un ennemi identifié, la conscience de résister, et l'inscription des actions dans des pratiques transgressives¹⁶. L'activité de passage, très localisée à proximité des camps de prisonniers et des frontières, qui s'inscrit dans la quotidienneté et dans l'espace vécu et que l'on associe en général à une résistance des « petits gestes », semble se trouver au bas de cette hiérarchie.

La filière de passage relève en effet de la résistance humanitaire, du quotidien. Cette résistance humanitaire est, selon Cédric Neveu qui propose une distinction propre à l'histoire mosellane, une Résistance-organisation, structurée par des réseaux et des mouvements, dans laquelle les membres sont motivés par la volonté de venir en aide à ceux qui en ont besoin¹⁷. Elle s'opposerait à la Résistance-réaction qui désignerait les réactions spontanées contre la présence allemande et l'imposition de sa législation en Moselle¹⁸.

Les actions des passeurs sont reconnues à partir de l'année 1946, avec la création du diplôme de passeur. En 1947, Jacques de Menditte, élu au Conseil de la République et ancien évadé,

¹¹ Ces 27 cartons rassemblent 3 379 dossiers de détenus politiques au total. 1 755 dossiers concernent des femmes, détenues politiques aussi bien pour des faits de droit commun (vol, recel), que pour des faits de résistance. Sur ces 1 755 dossiers féminins, 34 concernent des femmes arrêtées pour faits de résistance, dont 19 pour aide à évasion de prisonniers de guerre et déserteurs et passage illégal de la frontière.

¹² Ces chiffres correspondent aux données disponibles au moment de la rédaction de cette communication. Ces statistiques sont amenées à être rediscutées et affinées au cours de l'avancée de cette étude doctorale.

¹³ Éric Alary, *La Ligne de démarcation, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2010, p. 117.

¹⁴ Éric Alary, *op. cit.*, p. 133.

¹⁵ Éric Alary, *op. cit.*, p. 143.

¹⁶ Cédric Neveu, *La Résistance en Moselle annexée*, *op. cit.*, p. 8.

¹⁷ Cédric Neveu, *La Résistance en Moselle annexée*, *op. cit.*, p. 12

¹⁸ Cédric Neveu, *ibid.*, p. 12

s'exprime en ces termes après avoir fait adopter une résolution « sur les récompenses aux passeurs français et étrangers de la Seconde Guerre mondiale »¹⁹ :

« C'est réparer une injustice, je le crois fermement, que récompenser les passeurs. Les passeurs, ceux d'entre vous, et ils sont nombreux, qui ont poursuivi contre l'ennemi la lutte clandestine, savent le rôle déterminant qu'ils ont joué.

*Sans eux, combien d'évadés auraient été repris, combien d'agents de liaison auraient été fusillés, combien de services de renseignement auraient été paralysés ! Grâce à eux il y eut moins de mort, plus d'activité et de succès pour la Résistance. L'efficacité de leur action ne peut être discutée, et devant l'évident il est inutile d'insister. Tout le monde est d'accord également sur les risques qu'ils ont courus »*²⁰.

Francis Petitt demange et Jean-François Genet tentent d'analyser les raisons de l'oubli des passeurs et écrivent que « leur action n'était pas spectaculaire et a laissé peu de traces écrites, ce qui explique sa place relativement mineure dans l'histoire de la Résistance. De plus, en Moselle, leur courage a été mis en cause par la suspicion entretenue par les expulsés, de retour au pays après la Libération »²¹. De quoi sont accusés les passeurs ? Plusieurs hypothèses peuvent être soulevées. Les passeurs ont été considérés comme passifs, restés chez eux et n'aidant que les personnes qui les sollicitent. L'idée qu'ils n'ont pas fait assez a longtemps dominé. Les passeurs ont également été accusés de profiter de la détresse des fugitifs pour s'enrichir. L'argument financier se retrouve dans les dispositions législatives visant la reconnaissance de leurs actions.

Le décret du 25 mars 1949 fixe la liste des activités reconnues comme activités résistantes dans son article II, quatrième point²² :

« tout acte, même isolé, d'action contre l'ennemi et qui consiste en :

- a) La rédaction, l'impression, le transport ou la distribution de tracts ou journaux clandestins établis par une organisation reconnue (...) ;
- b) La fabrication, non rétribuée de pièces d'identité pour les membres de la Résistance (...) ;
- c) La fabrication et le transport du matériel radio en vue des émissions et réceptions des postes clandestins destinés à la Résistance ainsi que l'utilisation de ce matériel ;
- d) La fourniture volontaire et gratuite d'un local pour une réunion d'un groupe clandestin ;
- e) L'hébergement gratuit de résistants traqués ou blessés, de militaires français ou alliés évadés ou de parachutistes des armées alliées ;
- f) Le passage, à titre gratuit, de résistants ou de militaires hors du territoire occupé vers la France Libre, les pays alliés ou non belligérants ;
- g) La destruction ou le sabotage de voies ou moyens de communications, d'entreprises ou de matériels concourant à l'effort de guerre de l'ennemi ;
- h) Les actions offensives ou défensives dirigées soit contre les forces militaires de l'ennemi, soit contre les autorités ou organismes militaires ou politiques placés sous son contrôle vu les individus collaborant avec lui ;
- i) La tentative de quitter un territoire occupé par l'ennemi ou placé sous le contrôle de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'État français, ou le passage dans un pays non belligérant, pour rejoindre soit les forces françaises libres, soit à partir du 8

¹⁹ Dimitri Vouzelle, *Pionnier de la Résistance. Le réseau Grenier-Godard (1940-1942)*, chapitre 3 : « Le réseau Grenier-Godard, un réseau de passeurs », Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2022, p. 75-96, p. 75

²⁰ Cité dans Dimitri Vouzelle, *ibid.*, p. 75.

²¹ Francis Petitt demange, Jean-François Genet, *Les Passeurs. Des Lorrains anonymes dans la Résistance*, Nancy, Les Éditions de l'Est, 2003, p. 171.

²² ADM, Saint-Julien-lès-Metz, Fonds Marcel Neigert, 69J11, Article II du décret n°49-427 du 25 mars 1949, p. 1.

novembre 1942, les forces stationnées en Afrique du Nord ou Afrique occidentale française et, ultérieurement, les forces relevant du comité de la libération nationale puis du Gouvernement provisoire de la République française ».

Nous constatons que l'activité de passage est prise en considération assez tôt dans le processus d'homologation après-guerre. Le texte accorde une grande importance à la gratuité du passage. Le passeur considéré comme résistant est celui qui fait preuve d'une action volontaire et désintéressée. La rémunération laisserait supposer que le passeur agit pour tirer profit de la détresse des prisonniers de guerre ou des réfractaires. Dans son étude du réseau Grenier-Godard, Dimitri Vouzelle explique que cette question de la rémunération est centrale au moment de faire reconnaître l'activité d'une filière : les attestations insistent sur l'abnégation et le sens du sacrifice du passeur²³. Ces dispositions sont reprises par le décret du 23 décembre 1966 qui fixe de nouveau les conditions d'attribution du titre de Combattant Volontaire de la Résistance²⁴.

La difficulté majeure de la reconnaissance de l'activité de passage réside dans la liste des pièces à fournir pour prouver l'activité. L'instruction de l'Office National des Anciens Combattants (ONAC) pour l'année 1952 précise qu'« obligation est faite aux intéressés de produire :

- Le diplôme de passeur,
- En vue de justifier du nombre et des dates des passages, au moins deux attestations circonstanciées émanant des personnes auxquelles ils ont fait franchir, soit une frontière, soit une ligne de démarcation,
- Éventuellement, copies certifiées conformes des récompenses (médaille de la reconnaissance française, citation, médaille militaire, Légion d'Honneur) qu'ils auraient reçues en qualité de passeurs »²⁵.

L'accès aux attestations suppose d'avoir gardé une trace, le souvenir et le contact des « passés » qui doivent être sollicités après-guerre. S'intéressant à l'oubli des femmes dans l'historiographie de la Résistance, Rita Thalmann a montré que leur statut juridique, politique et social laisse les femmes en marge des procédures de reconnaissance et d'homologation au sortir de la Seconde Guerre mondiale : les femmes ont pu rencontrer plus de difficultés pour intégrer des réseaux en dehors des sphères familiales et amicales, et ont pu faire le choix de mener des actions isolées et spontanées qu'il est difficile de prouver²⁶. Il leur est donc dans ce cas plus difficile d'obtenir des attestations, pourtant nécessaire au dossier d'homologation. Les commissions d'homologation nationale des FFL, FFI et FFC imposent à chaque chef de réseau de fournir la liste de leurs agents, ainsi que des informations circonstanciées concernant leur organisation et leurs activités avant vérification par la commission d'homologation chargée notamment de confirmer les dates d'activité des différents groupes²⁷.

II. Des femmes aux trajectoires de vie bouleversées : vivre dans un territoire aux frontières du territoire

²³ Dimitri Vouzelle, *op. cit.*, p.92

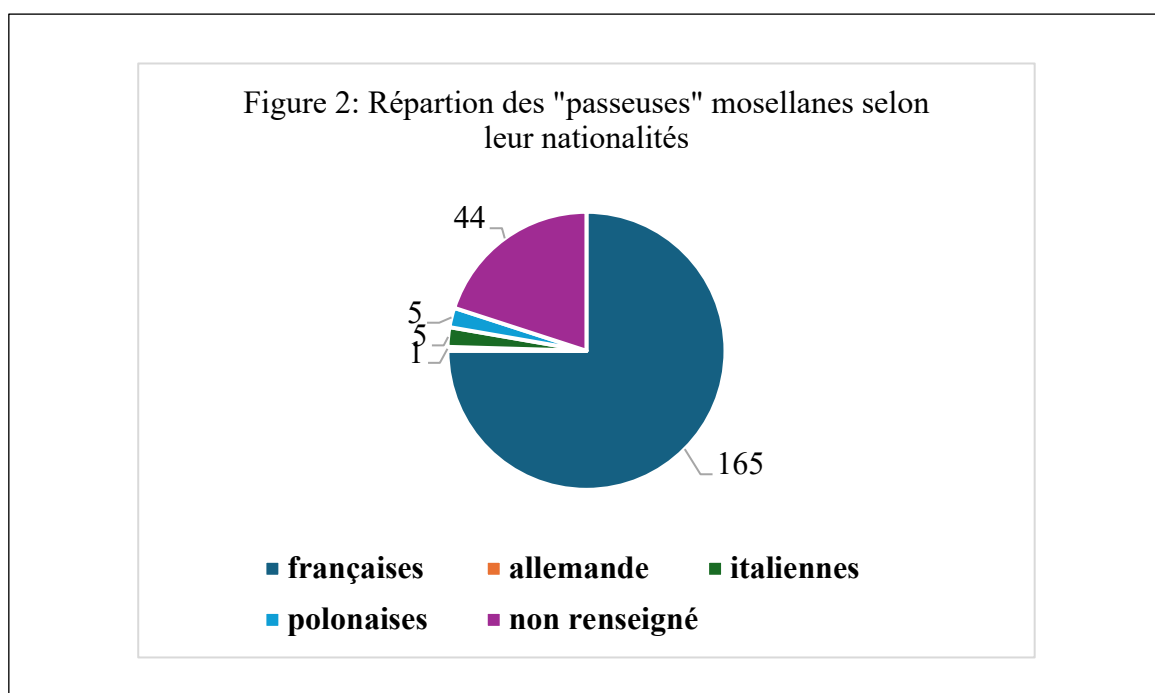
²⁴ ADM, Saint-Julien-lès-Metz, 2914W5, Croix du Combattant volontaire de la Résistance de la Guerre 1939-1945, Office National des Anciens Combattants et Victimes de la guerre, 3^e sous-direction, Bureau 0.3, n°ON-2 749, Paris, 21 mars 1967, p. 2

²⁵ Archives départementales de la Moselle (ADM), Saint-Julien-lès-Metz, 2422W5, Statistiques et prescriptions diverses, Office National des Anciens Combattants et Victimes de la guerre, 2^e sous-direction, 6^e bureau, Combattants volontaires de la Résistance, B-1540, 1^{er} août 1952, p. 1

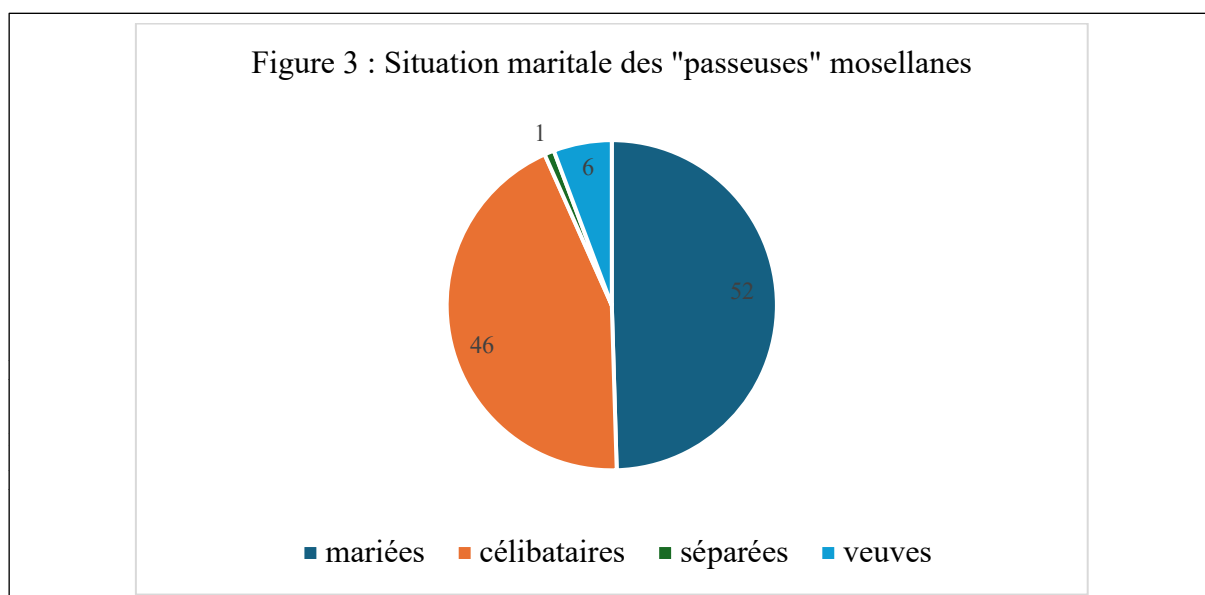
²⁶ Rita Thalmann, « L'oubli des femmes dans l'historiographie de la résistance », *Clio. Histoire, femmes et société*, n°1, *Résistances et Libérations, France 1940-1945*, 1995 [en ligne]. Consulté le 25 août 2025, <https://journals.openedition.org/clio/513>

²⁷ Stéphane Longuet, Nathalie Genet-Rouffiac, *Les Réseaux de Résistance de la France combattante*, Paris, SHD/Economica, 2013, p. 12

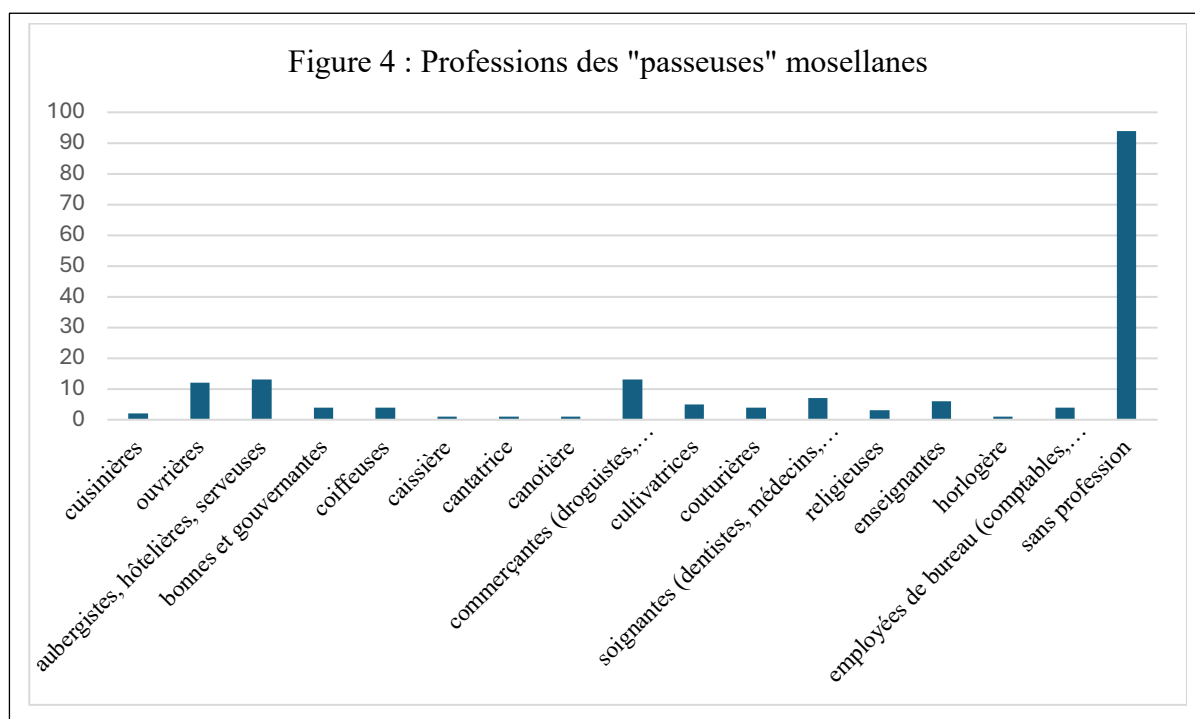
L'étude des archives permet de dresser un profil-type des passeuses mosellanes, qui sont, pour majorité, des Françaises.



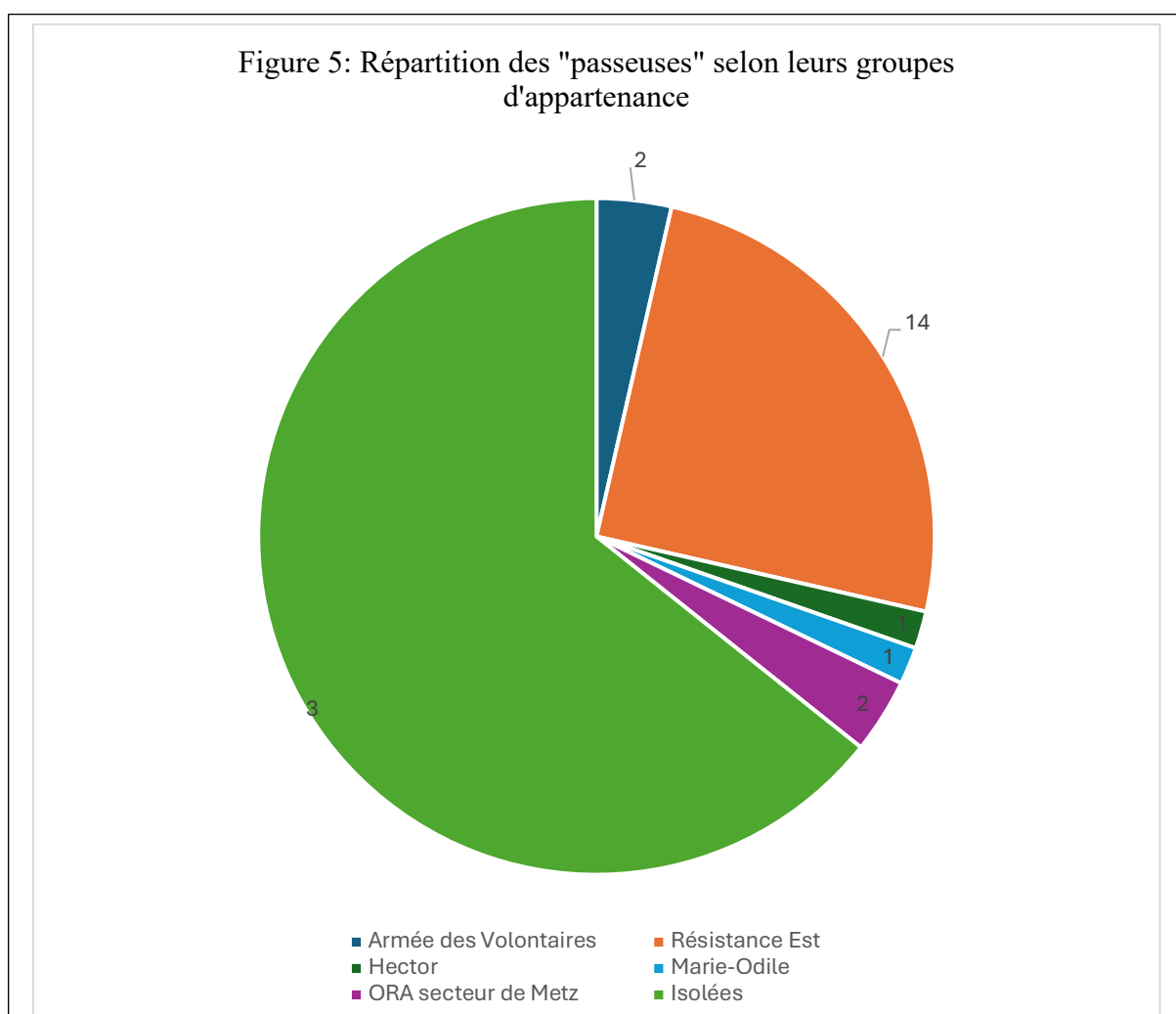
Une majorité d'entre elles sont libres de toutes attaches familiales : la part des femmes mariées est inférieure à la somme des femmes célibataires, séparées et veuves.



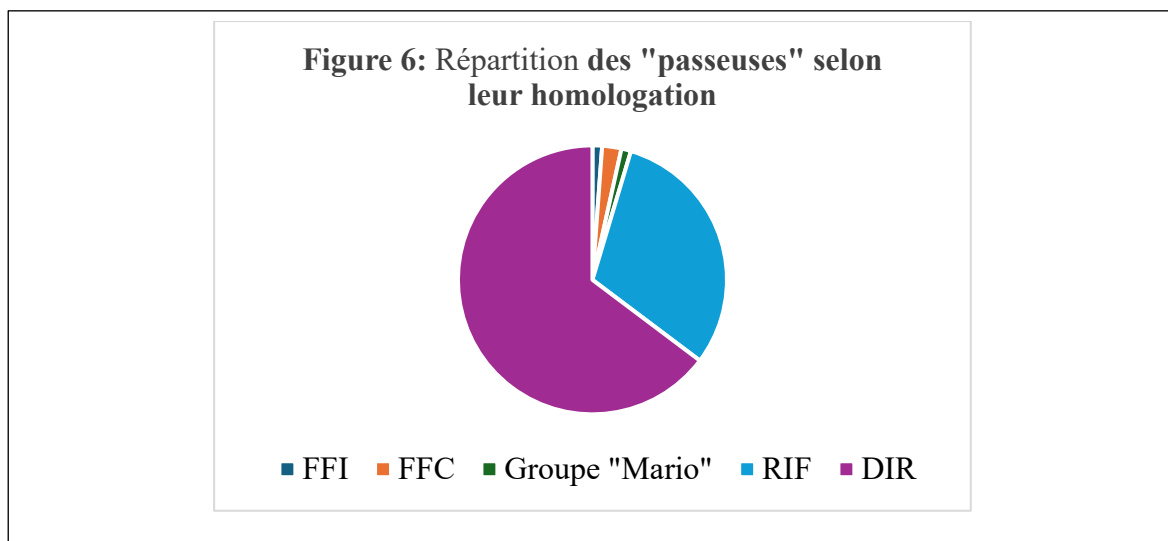
²⁸ Catherine Lacour-Astol, *Le Genre de la Résistance. La Résistance féminine dans le Nord de la France*, Paris, Presses de Sciences Po., 2015, p. 115



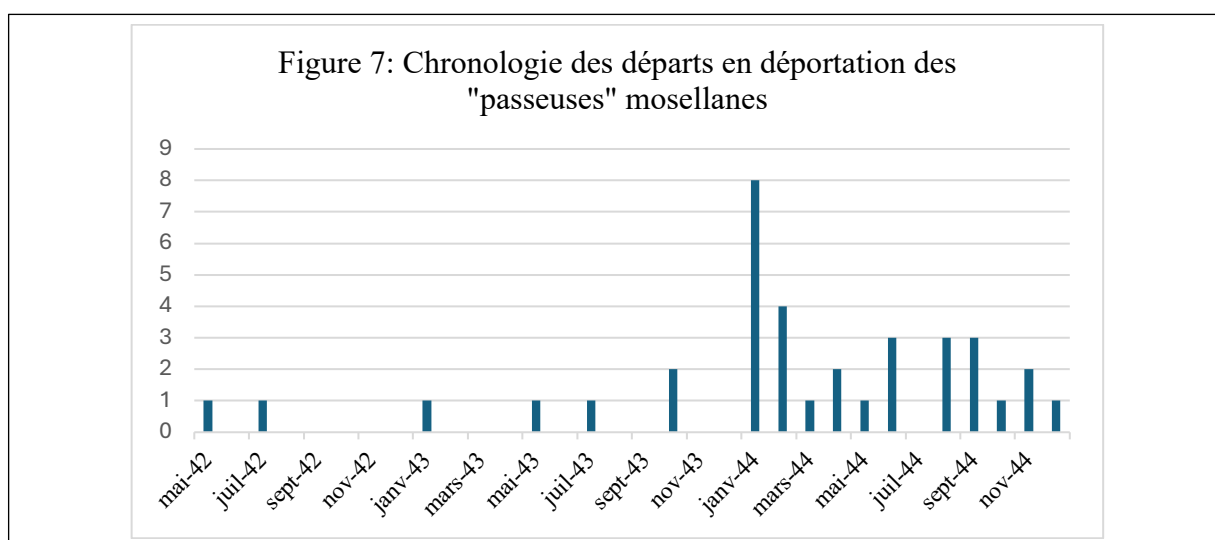
Pour 56 femmes, nous disposons d'informations sur le groupe auquel elles ont appartenu et où elles ont développé leur activité de passeuse.



173 passeuses ont fait l'objet d'une procédure d'homologation après-guerre, la majorité d'entre-elles étant reconnues au titre de Déporté et Interné Résistant (DIR).



63 femmes partent en déportation entre mai 1942 et décembre 1944, selon la chronologie suivante. 9 sont décédées en déportation, dont 7 au camp de Ravensbrück.



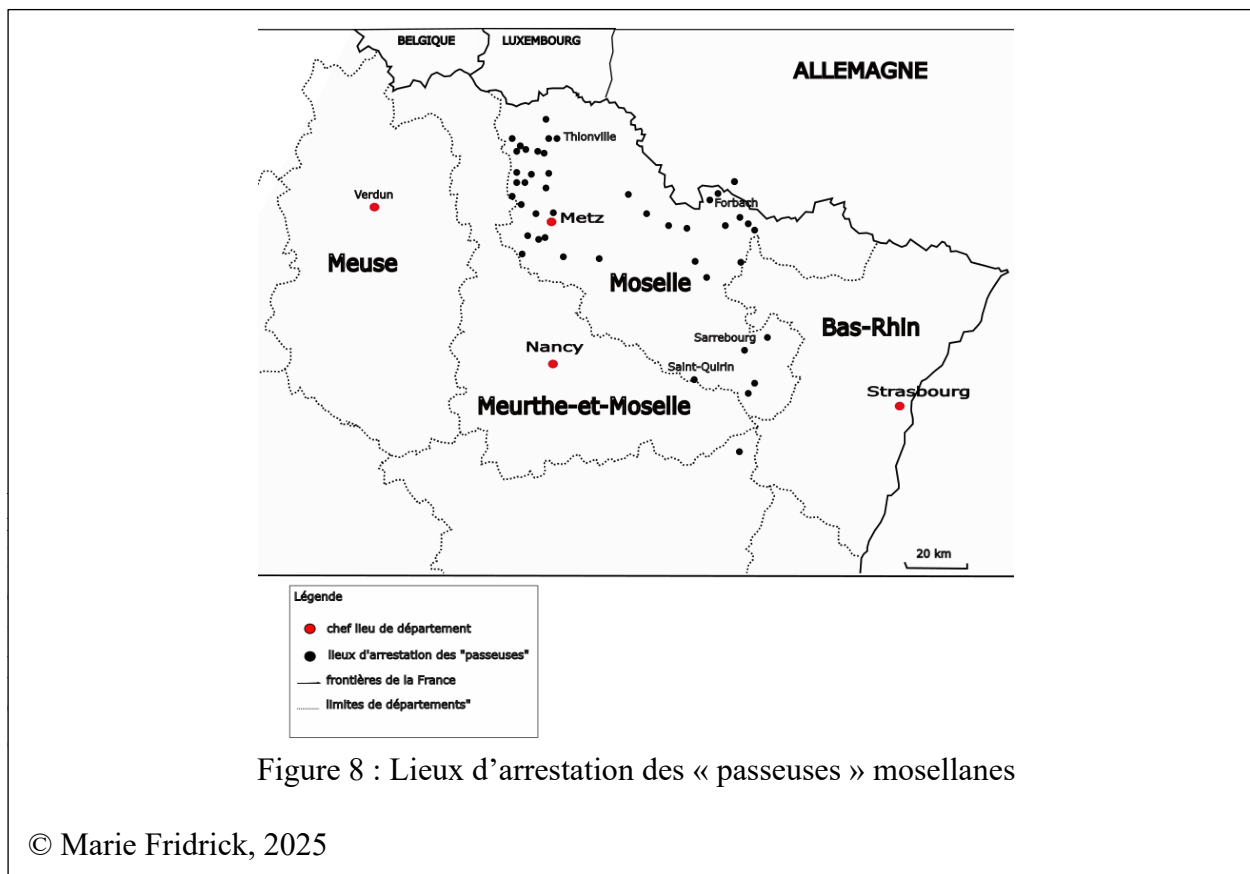
L'implantation géographique des passeuses permet d'identifier les frontières comme des territoires d'opportunités. Francis Petitdemange et Jean-François Genet ont montré que « le passeur habite aux abords de cette ligne d'environ cent cinquante kilomètres qui sépare la Moselle de la Meurthe-et-Moselle. Il est le maillon essentiel des filières d'évasion qui comptent, suivant les cas, quelques personnes ou plusieurs dizaines d'hommes et de femmes de tous âges »²⁹. Les auteurs font une distinction entre les passeurs dits sédentaires³⁰, résidant à

²⁹ Francis Petitdemange, Jean-François Genet, *op. cit.*, p. 73

³⁰ Francis Petitdemange, « Les passeurs mosellans », dans André Wahl (dir.), *La Résistance des Alsaciens-Mosellans durant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945, Actes du colloque organisé par la Fondation Entente Franco-Allemande à Strasbourg (19-20 novembre 2004)*, Metz, Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire, 2006, p. 91-100, p.92

proximité immédiate des frontières, et des passeurs dits itinérants³¹, résidants à l'intérieur du département, plus éloignés des frontières et pouvant traverser celle-ci du fait de leur emploi.

La carte suivante est réalisée à partir des éléments d'information contenus dans les dossiers des détenues politiques et les fiches individuelles du fonds Marcel Neigert, conservés aux archives départementales de la Moselle.



Les passeuses arrêtées dans les environs de Forbach, Sarreguemines et Sarrebourg tirent profit de la situation de ces territoires. La proximité de la frontière séparant le territoire annexé de fait de la Meurthe-et-Moselle occupée, crée un territoire d'opportunités pour les personnes cherchant à fuir. L'implantation géographique du Stalag XII F a également son importance. Le camp est créé le 15 novembre 1940 et accueille des prisonniers de guerre à partir de l'autonomie 1941³³. Il dépend de la douzième région militaire avec le Stalag XII E de Metz³⁴. En mai 1941, le camp central du Stalag XII F est déplacé vers Boulay, au Ban-Saint-Jean (*Johannis Bamberg*) qui devient un « camp de triage » des prisonniers soviétiques avant leur répartition dans les annexes du camp³⁵. Le camp de Metz est rattaché au Stalag XII F à partir de janvier 1942 et le 15 mai 1942, Forbach redevient le centre administratif du complexe³⁶. Les populations mosellanes présentes dans ce territoire sont au contact des prisonniers de guerre, qu'ils voient travailler, et sont sollicitées par eux pour obtenir une assistance.

³¹ Francis Petitdemange, « Les passeurs mosellans », dans André Wahl (dir.), *op. cit.*, p. 94

³² Francis Petitdemange, « Les passeurs mosellans », dans André Wahl (dir.), *op. cit.*, p. 92

³³ Christine Leclercq, Olivier Jarrige, Cédric Neveu, Alexandre Méaux, *Trous de mémoire. Prisonniers de guerre et travailleurs forcés d'Europe de l'Est (1941-1945) en Moselle annexée*, Metz, Éditions Serpenoise, 2011, p. 29

³⁴ Christine Leclercq, Olivier Jarrige, Cédric Neveu, Alexandre Méaux, *ibid.*, p. 29

³⁵ Christine Leclercq, Olivier Jarrige, Cédric Neveu, Alexandre Méaux, *ibid.*, p. 29

³⁶ Christine Leclercq, Olivier Jarrige, Cédric Neveu, Alexandre Méaux, *ibid.*, p. 29

Ce territoire est marqué par une proximité entre populations locales et prisonniers de guerre, mais aussi par une facilité à s'éloigner de la surveillance allemande. Le territoire, massivement forestier, ne permet pas de borner la frontière sur toute son étendue. Les habitations, éloignées les unes des autres et parfois situées sur la frontière, deviennent des opportunités pour les évadés avant de devenir des points sur lesquels se focalisent la surveillance allemande.

Dans plusieurs cas de filières identifiées, il apparaît que des lieux sont mis en réseau, créant une frontière réticulaire. Les trajectoires ont souvent pour origine des lieux de sociabilité, comme les auberges. Le nombre important de dossiers allemands concernant les passeurs et passeuses montre que les autorités ont compris rapidement que les frontières sont devenus des territoires d'opportunité, faisant l'objet d'une territorialisation spécifique fondée sur la transgression des lois, le secret et la clandestinité. L'identité résistante mosellane se construit dans cette territorialisation particulière, dans ces trajectoires qui refusent une frontière qu'ils considèrent illégale.

Ces trajectoires individuelles ont pour centre de gravité des lieux de sociabilité : l'auberge et le café. Ces établissements ont la particularité d'être d'importants lieux de vie pour les localités ainsi que des lieux de passage fréquents, où tous peuvent se rencontrer. Il est ainsi aisé d'y rencontrer du monde et d'entrer en contact avec des filières de passage. Ces centres de gravité sont fixes, immuables, et ouverts à tous. Nous avons montré que les aubergistes et serveuses font partie des professions les plus concernées par les arrestations. Cela est corrélé à la lecture des dossiers des détenues politiques. La plupart d'entre eux font état d'une arrestation à proximité d'établissements publics. L'auberge est le point de départ de nombreuses trajectoires de passeurs et de passés. Ces établissements, lieux de sociabilité fondamentaux dans la première moitié du XX^e siècle, sont souvent tenus en famille. La présence des femmes est un atout pour les prisonniers de guerre et fugitifs qui considèrent que les femmes sont plus sensibles à la détresse humaine et plus susceptible de porter assistance à ceux qui en ont besoin. La constitution de filière repose ainsi sur l'interconnaissance « sous couvert d'activités professionnelles »³⁷.

La clandestinité crée une frontière réticulaire. Christiane Arbaret-Schulz pose les définitions suivantes : « le réseau est une figure de la continuité au sens où il ne fait qu'ouvrir un accès. Un réseau n'a pas de destination finale et ne possède aucun terme. Au double sens du mot, un réseau est sans fin. Il n'a d'autres fins que celle de se connecter toujours et encore. Une connexion en appelle toujours une autre et le réseau ouvre, de proche en proche, à tous les autres réseaux »³⁸. Il est à noter que si le réseau n'a pas de fin, pas de destination finale identifiée, il a nécessairement un début qui l'identifie, dans notre cas : l'auberge. L'autrice définit ensuite la frontière comme « une figure de la discontinuité : elle sépare et arrête, contrôle et filtre, parce qu'elle a pour caractéristique de protéger un intérieur contre des agressions de tous ordres. Son franchissement présente un caractère plutôt exceptionnel, associé à l'idée d'épreuve, de danger mais aussi de défi pour celui qui, malgré tout, brave et transgresse l'interdit »³⁹. Le passeur aussi bien que le passé ont conscience de transgresser les lois en vigueur.

³⁷ Francis Petitdemange, Jean-François Genet, *op. cit.*, p. 73

³⁸ Christiane Arbaret-Schulz, « La question du continu et du discontinu à l'épreuve de la dimension technique des sociétés », dans Alexandre Frédéric et Alain Guérin (dir.), *Continu et discontinu dans l'espace géographique*, Presses Universitaires François-Rabelais, 2008, p. 409-416

³⁹ Christiane Arbaret-Schulz, *op. cit.*, p. 409-416

Les filières de passage créent ainsi des frontières réticulaires, dont les établissements publics sont des nœuds essentiels pour créer du lien entre passeurs et passés, mais aussi entre lieu de départ, lieu de transit (la frontière) et lieu d'arrivée.

III. Le territoire clandestin de la filière Clipffel : quand les femmes deviennent « tisseuses » de réseaux et orientent les trajectoires

La filière Clipffel est composée de membres liés par une sociabilité antérieure au début des hostilités. Les femmes qui en sont membres tirent parti de leurs trajectoires de vie antérieures à la guerre. La filière Clipffel compte 31 membres selon l'acte d'accusation rédigé par les autorités allemandes après leur arrestation⁴⁰. Parmi ces membres, cinq femmes sont identifiées et accusées. La filière prend en charge l'aide à l'évasion des prisonniers du Stalag XII F et développe une activité de passage en accompagnant les prisonniers à la frontière après les avoir hébergés dans différentes maisons autour de Sarrebourg, notamment les maisons Mouraux-Scheidecker et Scius. À la lecture de l'acte d'accusation, il apparaît que les femmes sont les véritables « tisseuses de réseau » : ce sont elles qui font le lien entre les actions isolées menées par des hommes d'un même territoire. Pour ce faire, elles s'appuient sur leurs réseaux familiaux, amicaux et professionnels.

La première accusée est Yvonne Clipffel, épouse de Paul, considéré comme le chef de la filière, et mère de Paul dit Junior, également membre de la filière. L'acte d'accusation indique que cette femme maîtrise mal l'allemand et que le mari se dit ouvertement en désaccord avec la présence allemande en Moselle. Le couple Clipffel était volontaire pour l'expulsion.

La deuxième accusée est Maria Scius. Cette femme, formée à la comptabilité, puis diplômée de la Croix-Rouge est la plus lourdement accusée et condamnée par les autorités allemandes. Son engagement dans la filière de passage est précoce. Cet aspect est visible à la lecture de l'acte d'accusation de son frère, Paul. Le dossier indique que Paul Scius ne rejoint la filière que pour soutenir sa sœur, laissant supposer que l'engagement du frère est postérieur. Maria Scius est décrite comme « mobile mentalement et habile humainement » dans l'acte d'accusation, et en bons termes avec les membres de la Gestapo⁴¹. Le dossier la présente, après son arrestation, comme une manipulatrice ayant profité de ses bonnes relations avec les autorités allemandes pour développer son activité de passeuse. Cette couverture lui permet d'assurer le passage de douze prisonniers de guerre, qu'elle accueille chez elle et fait passer, avant de les accompagner chez d'autres intermédiaires. Les premiers temps de l'action de passeuse de Maria Scius sont considérés comme des actes isolés. Elle sollicite plusieurs intermédiaires possibles, mais essuie de nombreux refus et reste dans les premiers temps à distance des autres membres de la filière. Les autorités allemandes la suspectent d'avoir des relations à Nancy pouvant lui transmettre des faux-papiers et accueillir les « passés ».

La troisième accusée est Maria Scheidecker, infirmière après avoir passé six années au couvent. Après une période de maladie, elle rejoint l'hôpital militaire de Sarrebourg.

Maria Mouraux, la quatrième accusée, est au service de la Croix-Rouge, depuis 1926. Elle est la tante de Maria et Paul Scius, et fait le lien avec le couple Clipffel puisqu'elle est la cousine des frères Paul et Albert Clipffel. Elle est également engagée dans l'Organisation des réfugiés depuis le début de la guerre. Elle intervient dans les hôpitaux militaires et assiste les prisonniers

⁴⁰ ADM, Saint-Julien-lès-Metz, 1386W41, Établissements pénitentiaires, Dossier Clipffel, 41 pages

⁴¹ ADM, Saint-Julien-lès-Metz, 1386W41, Établissements pénitentiaires, Dossier Clipffel, p. 4

de guerre du Stalag XII F. À partir de 1940, elle est employée au service d'assistance scolaire auprès de l'Office de santé de l'arrondissement de Sarrebourg. Au sein de la filière Clipffel, elle prend en charge l'hébergement des prisonniers de guerre. Maria Scheidecker et Maria Mouraux sont décrites comme volontaires pour participer à la filière, avant de se rétracter. Cette rétractation peut s'expliquer par une progressive prise de conscience du danger, croissant à mesure que le nombre de prisonniers de guerre évadés augmente.

Le dossier décrit le parcours antérieur de ces trois femmes, Maria Scius, Maria Scheidecker et Maria Mouraux. Elles ont toutes trois été sous-chefs chez les Scouts⁴². Elles y ont fait la connaissance de la cinquième accusée : Madeleine Collin, qui intègre rapidement la filière et prend en charge le passage de prisonniers de guerre de Sarreguemines vers Sarrebourg. Madeleine Collin entre en contact avec la sixième accusée, dite « épouse Franck », qui cherche à faire évader son cousin, prisonnier de guerre.

Le réseau d'interconnaissance de ces femmes est fondamental dans la structuration de la filière. Ces femmes, infirmières pour la plupart, ont joué un rôle réel et tangible dans l'aide apportée aux prisonniers de guerre. Les raisons de leur engagement sont perceptibles dans l'acte d'accusation. Tout d'abord, ces femmes sont catholiques. Il est donc légitime de penser que leur engagement répond à l'injonction de charité. Ensuite, ces femmes sont infirmières et formées pour porter secours. Membres de la Croix-Rouge, elles sont autorisées à entrer en contact avec les prisonniers de guerre et à pénétrer à l'intérieur des camps de prisonniers⁴³. L'une des principales missions de la Croix-Rouge pendant la Seconde Guerre mondiale consiste à venir en aide aux prisonniers de guerre. Les Allemands n'acceptent de traiter qu'avec la Croix-Rouge car il ne s'agit pas d'un organisme national français, mais d'une association, née d'une initiative privée⁴⁴. Les infirmières jouent un rôle dans la Résistance, particulièrement en Moselle où la filière de passage est la forme de Résistance la plus précoce. Ces femmes s'appuient sur leurs compétences, et sur les avantages que celles-ci leur accordent, ici la capacité d'entrer dans les camps de prisonniers, et donc de se faire connaître et reconnaître par eux, pour mener leur action.

Si la responsabilité de ces femmes au sein de la filière est reconnue, elles ne sont pas toutes condamnées de manière identique. La responsabilité de Maria Scius est reconnue et affirmée et sa condamnation fixée à une peine d'un an et trois mois de prison. Maria Scheidecker voit sa peine allégée en raison de son mauvais état de santé. Elle est condamnée à neuf mois de prison. Maria Mouraux voit sa peine allégée pour un autre motif : elle est venue en aide et a soigné des soldats allemands. Elle est condamnée à six mois de prison. Madeleine Collin est quant à elle condamnée à une peine de sept mois de prison, l'allègement de peine étant justifié par sa jeunesse, laissant entendre qu'elle aurait pu être influencée par d'autres membres de la filière et n'est donc pas totalement responsable de ses actes.

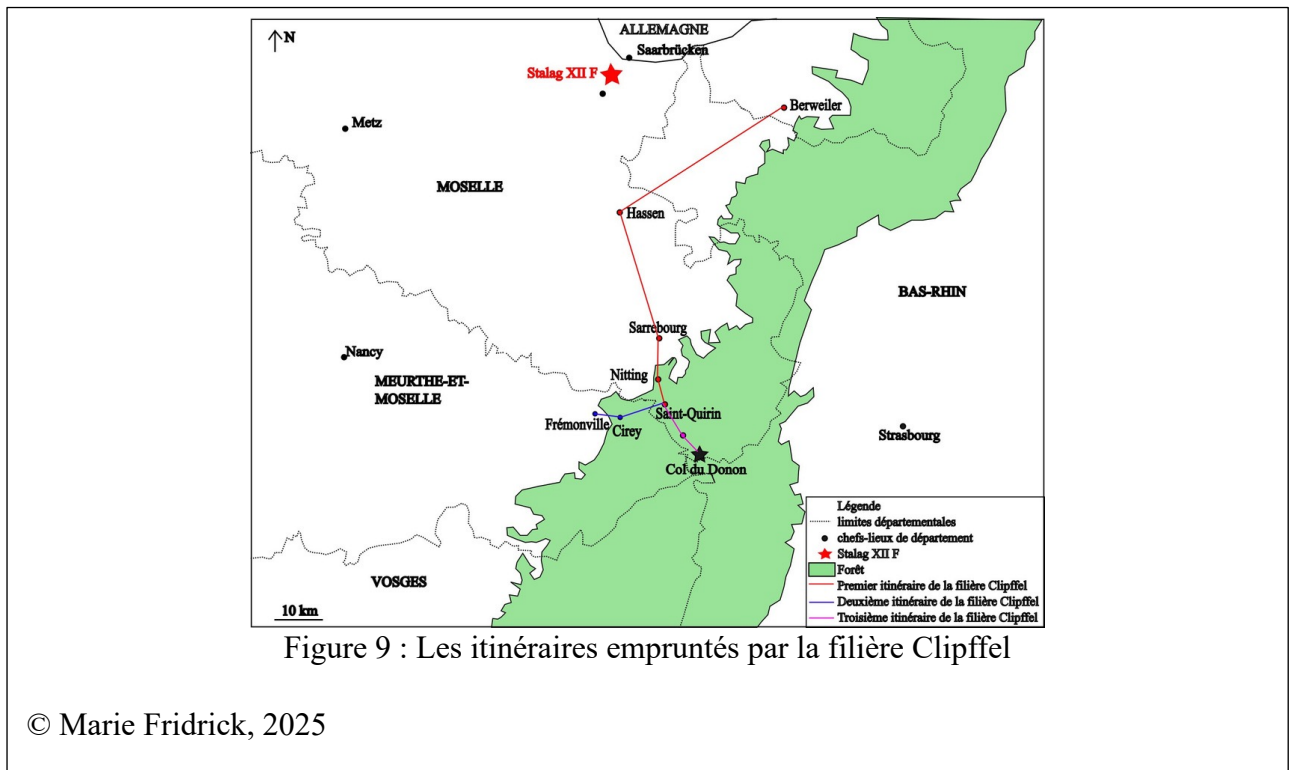
Les trajectoires des passés peuvent être reconstituées grâce au dossier du Tribunal spécial pour la Lorraine. Il apparaît que ces itinéraires dépassent les frontières officielles. Avec l'aide de ces femmes et des intermédiaires qu'elles rejoignent, les « passés » développent des trajectoires qui remodelent le territoire car elles excèdent ses frontières officielles. Ces prisonniers de guerre

⁴² Voir l'analyse de Jean-Jacques Gauthé, « Le scoutisme dans la résistance pionnière », dans Gaël Eismann et Fabrice Grenard (dir.), *La Résistance pionnière en France au prisme des archives de la répression, été 1940-été 1941*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2025, p. 87-101.

⁴³ Jean-Pierre Le Crom, *Au secours Maréchal ! L'instrumentalisation de l'humanitaire (1940-1944)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 56

⁴⁴ Jean-Pierre Le Crom, *op. cit.*, p. 33

sont pour la plupart originaire d'Allemagne et viennent de Worms, Mannheim, Mayence, Sarrebruck, Coblenze et Berlin-Templehof. Certains sont originaire de la région de Sarrebourg et Sarreguemines. Le dossier des autorités allemandes affirme que trois voies d'évasion sont privilégiées. La carte ci-contre rend visible ces itinéraires.



La première part de Sarrebourg pour rejoindre Saint-Quirin en passant par les localités d'Unterberweiler, Hassen et Nitting. Le deuxième itinéraire passe par la forêt et achemine les « passés » vers une maison forestière à Cirey ou bien au Café des Sports ou à la maison Walter de la même commune, ou encore au domaine de la ville à Frémonville. Le troisième itinéraire emprunte la route du Donon pour rejoindre Turkstein et Saint-Quirin. Ce territoire clandestin né au croisement de trois départements, dont deux, les Vosges et la Meurthe-et-Moselle, sont situés en zone dite interdite, première étape d'un parcours qui doit mener les « passés » en zone non-occupée.

L'espace vécu des « passés » et des passeurs transforme le territoire et excède les frontières officielles et ce malgré la présence allemande. Le territoire montagnard du Donon est marqué par l'importantes circulations allemandes, du fait de la proximité des camps de Struthof et de Schirmeck. Les populations utilisent leurs connaissances du site pour contourner l'obstacle.

Conclusion

À l'étude des dossiers des passeuses, il apparaît que la clandestinité devient un mode d'appropriation spécifique du territoire. La reconstitution des filières et de leurs itinéraires est une entreprise longue, délicate, et non-exhaustive, certains acteurs n'ayant pas laissé de traces de leurs actions. Il est néanmoins possible de dégager des tendances par la consultation des archives allemandes de la répression, dont les données permettent de dresser une cartographie et de localiser les territoires massivement investis par les filières. Les dossiers allemands concernant les passeurs et l'aide apportée aux fugitifs sont numériquement importants, démontrant les préoccupations des autorités allemandes les concernant. L'identification des filières permet d'historiciser autant leurs actions que les raisons de leur non-reconnaissance due à un éloignement des cadres définitionnels admis de la Résistance, aussi bien par les administrations d'après-guerre portant une définition militaire, que des définitions des historiens.

L'étude des filières démontre l'implication importante des femmes en leur sein. Ces femmes, souvent libres de toutes attaches familiales, développent des actions clandestines fondées sur des liens de sociabilités et des trajectoires de vie antérieures à la guerre. Implantées à proximité des frontières, ces femmes développent des stratégies d'appropriation du territoire frontalier, s'appuyant sur les stéréotypes de genre pour ne pas être démasquées, et mettant en réseau leurs connaissances et les lieux de sociabilité qu'elles fréquentent, notamment les auberges. La frontière devient ainsi réticulaire.

La filière Clipffel illustre l'importance de ces liens de sociabilités. L'engagement de ces femmes dans l'action clandestine repose sur des critères multiples : leur éducation, leur confession religieuse, leur profession. Ces critères démontrent que les trajectoires de vie ont un impact sur l'action clandestine. Les trajectoires de vie des populations locales, qui cherchent à lutter contre une situation politique et militaire jugée illégale, repensent leurs modes de circulation et s'appuient sur un espace-vécu, un espace du quotidien, qui outrepassent les frontières officielles. Les réseaux se forment par interconnaissance, connectant des lieux éloignés mais liés entre eux par les membres qui les constituent, allant au-delà des découpages administratifs.